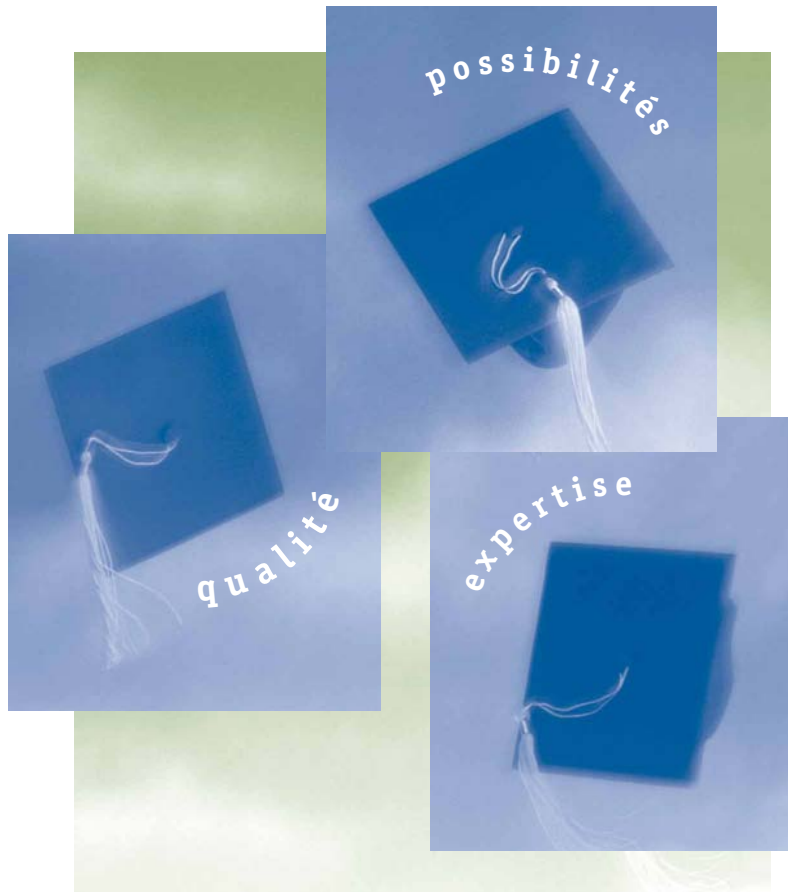


RAPPORT ANNUEL

2003 • 2004



Commission d'évaluation de la qualité
de l'éducation postsecondaire

NOTRE MANDAT

Veiller à l'application de normes internationales aux nouveaux programmes menant à des grades

La Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire évalue toutes les demandes déposées en vue d'obtenir le consentement ministériel qui lui sont transmises par le Ministre de la Formation et des Collèges et Universités en vertu de la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*, et elle fait des recommandations au Ministre concernant ces demandes.

La *Loi* permet à tous les établissements auxquels aucune loi de l'Ontario ne confère l'autorisation d'offrir des programmes menant à des grades de présenter des demandes de consentement ministériel pour des programmes qu'ils entendent offrir. La Commission établit et applique des normes reconnues à l'échelle internationale pour l'examen des programmes. Par l'exécution de son mandat, la Commission facilite l'élargissement de la gamme de programmes de qualité menant à des grades à l'intention des Ontariens, pour les aider à faire face à une culture et une économie de plus en plus complexes et axées sur l'information. Elle sert pour l'Ontario de source d'information et de réflexion sur les normes et les activités d'assurance de la qualité dans le milieu postsecondaire à l'échelon international.

La qualité des programmes et la réussite scolaire des étudiants qui y sont inscrits représentent des pierres d'assise pour l'avenir de l'Ontario.

ENGAGEMENT ENVERS LA QUALITÉ

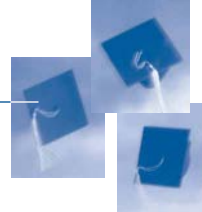
L'excellence que l'Ontario exige... et mérite

- Appliquer aux grades des normes reconnues aux échelons national et international
- Établir des points de repères clairs pour l'évaluation des programmes et des établissements
- Solliciter les conseils d'experts hautement qualifiés concernant les programmes et les établissements
- Évaluer les demandeurs en fonction de normes strictes et de leurs propres engagements
- Exiger des demandeurs qu'ils évaluent leurs propres programmes
- Inclure des échantillons de travaux d'étudiants aux évaluations des programmes

ENGAGEMENT ENVERS LA TRANSPARENCE

Indépendance, transparence et responsabilité

- Publier les normes, les points de repère et les procédures de la Commission
- Afficher les demandes sur le site Web de la Commission
- Solliciter les conseils d'experts indépendants hautement qualifiés
- Protéger les intérêts des étudiants
- Publier les recommandations au Ministre et les décisions prises subséquemment par ce dernier



En seulement trois ans, la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire a accompli beaucoup de choses et a fait la promotion constante de la qualité à une époque de grands changements dans le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario.

La charge de travail à elle seule a été considérable : notre équipe a rédigé trois importants guides et lignes directrices concernant les demandes. À la lumière de son expérience et des conseils de ses partenaires, elle a actualisé ses normes de programmes menant à un grade. Elle a émis des recommandations relativement à 119 demandes d'offres de programmes menant à des grades, à quatre demandes concernant l'usage du mot « université » dans un titre et à trois demandes de conseils en matière de politique et d'autres questions formulées par des ministères.

Au cours du dernier exercice, la Commission a tenu compte des demandes qui lui avaient été soumises par le ministre aux fins d'examen et de recommandation de la part des collèges publics de l'Ontario, de l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario (lequel doit bénéficier du consentement ministériel pour offrir des programmes menant à des grades jusqu'à ce que la section qui confère les diplômes dans sa loi soit proclamée), des titulaires actuels d'un consentement qui cherchent à le faire renouveler, des organismes privés qui confèrent des grades et des établissements publics situés à l'extérieur de la province. Ces demandes touchaient tant les programmes de premier cycle que les programmes d'études supérieures.

La Commission est bien consciente du fait que son mandat qui consiste à tenir compte des « normes éducatives en usage en Ontario et dans d'autres administrations » lorsqu'elle formule ses critères l'oblige à surveiller ce qui se passe dans d'autres administrations et à tirer les conclusions qui s'imposent. Somme toute, nous n'oublions jamais que dans un contexte de société et d'économie de plus en plus mondiales, il est désormais impossible pour une administration d'établir des normes seule. Les normes qui comptent sont celles qui permettent aux diplômés de nos programmes de faire concurrence de manière efficace aux personnes qui évoluent dans les mêmes champs ou disciplines d'autres administrations.

En gardant cette charge à l'esprit, la Commission a étudié et révisé ses normes de programmes menant à des grades afin d'en assurer l'exactitude et la cohérence par rapport aux normes internationalement acceptées et la pertinence en Ontario. près de ses partenaires l'an prochain.

En février 2004, une réunion informelle inspirée par la Commission et organisée conjointement par les ministères de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario s'est déroulée à Toronto. On y a parlé des questions que suscitent les activités de leurs organismes de promotion de la qualité. Les représentants du gouvernement et les membres d'organismes d'autres provinces étaient libres d'y assister.

La rencontre a été instructive et utile et a permis de parvenir à une meilleure compréhension mutuelle des questions relatives à la promotion de la qualité et aux fonctions des organismes provinciaux. Elle a aussi permis la création d'un groupe de travail interprovincial dont le mandat est de déterminer les principes sous-jacents aux normes et procédures des trois organismes provinciaux, de rédiger une proposition en vue d'une approche pancanadienne en matière de promotion de la qualité, de créer un réseau de communication pancanadien consacré à la promotion de la qualité et d'établir un plan pour les prochaines réunions ou collaborations entre les trois organismes.

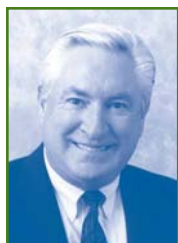
Bien sûr, l'assurance de la qualité repose sur des personnes de qualité, et nous avons eu la chance de travailler avec des personnes énormément talentueuses à la Commission et au sein de notre secrétariat.

À ce sujet, le mandat de Christine Weston au sein de la Commission a pris fin après deux ans de service. Au nom de ses collègues, j'aimerais la remercier de son apport significatif aux débats de la Commission. À titre d'étudiante au collège qui avait auparavant décroché un diplôme universitaire, elle a amené avec elle sa riche expérience qui s'est reflétée dans son travail pour la Commission.

Je veux également exprimer la gratitude de la Commission en ce qui a trait au travail d'une qualité plus que remarquable accompli par Don Baker, Virginia Hatchette et Terry Miosi, membres du Secrétariat, particulièrement au cours de l'année dernière.

Grâce à leur travail acharné, leurs recherches approfondies, leur jugement avisé ainsi que leur engagement immense envers la qualité de l'éducation, nous sommes en mesure d'atteindre notre objectif et d'offrir plus d'occasions d'éducation postsecondaire aux étudiants ontariens.

DALE E. PATTERSON
Président



L'exercice 2003-2004 a été un exercice rempli de succès et d'événements pour la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire. Nous nous sommes fixés des objectifs ambitieux, et nous les avons atteints. C'est avec beaucoup d'enthousiasme que je partage avec

vous quelques-uns des principaux événements que nous avons vécus l'année dernière.

J'avais imaginé que la charge de travail de la Commission aurait diminué en cette troisième année puisqu'elle avait satisfait à la demande originale abondante de nos services au cours des deux premières années. Toutefois, bien que le nombre de demandes acheminées à la Commission aux fins d'étude et de recommandation ait diminué, la charge de travail qu'elles nécessitent s'est appréciée. Au cours des années précédentes, la plus grande portion de la charge de travail avait trait à des diplômes d'études collégiales dans des champs d'études appliquées et n'avait requis aucun examen formel des établissements. Les demandes prises en considération au cours de l'exercice 2003-2004 étaient plus diversifiées, ce qui a forcé le Secrétariat à demander à la Commission des éclaircissements sur la politique, à coordonner les examens formels des établissements et à entreprendre des consultations plus longues avec les demandeurs.

En plus de ce travail, nous avons poursuivi nos efforts pour établir des normes élevées, et dans l'intérêt des diplômés ontariens, pour coordonner ces normes avec les normes homologues d'autres administrations.

L'initiative la plus importante entreprise au cours de l'année dernière est peut-être l'achèvement et la publication des nouvelles normes de programmes menant à un grade. Les normes originales de l'Ontario ont été empruntées (avec permission) à la Quality Assurance Agence du Royaume-Uni. Au cours de la dernière année, le Secrétariat a rédigé une version révisée de ses normes de programmes menant à un grade aux fins de prise en compte par la Commission. La nouvelle version tient compte de l'expérience de la Commission, des conseils formulés par les évaluateurs du programme de la qualité de la Commission et des demandeurs, des enseignements tirés de l'élaboration continue de telles normes dans d'autres administrations, et des efforts déployés pour personnaliser les normes aux situations qui se présentent en Ontario.

Les normes originales étaient orientées en fonction d'études « théoriques ». Dans le cadre de sa révision, la Commission a adopté des descriptions de catégories de grades qui font la distinction entre les champs d'études appliquées et professionnelles tant au premier cycle universitaire qu'aux cycles des études supérieures. La Commission considère l'articulation des normes comme une démarche continue et a l'intention de poursuivre les consultations auprès de ses partenaires des universités et des collèges en 2004-2005 en vue non seulement d'améliorer ses normes mais également de favoriser les discussions sur les normes académiques.

En outre, le Secrétariat a rédigé plusieurs nouvelles politiques et a révisé les politiques actuelles aux fins de considération et d'approbation par la Commission. Elles comprennent les modifications suivantes qui ont été approuvées :

- *le transfert des crédits et la reconnaissance des diplômes*
- *la progression et la gradation des exigences en matière de politique*
- *la reconnaissance des acquis*
- *l'adoption de l'exigence à l'égard des examinateurs des programmes institutionnels et de la Commission d'examiner des échantillons des travaux des étudiants*
- *les compétences du corps professoral*
- *la proportion minimale d'un programme qu'un demandeur doit offrir*
- *la définition du terme « étudiant adulte »*
- *les questions au sujet de la nomenclature qui sont soulevées dans les demandes*
- *les exigences en matière de politique pour le règlement des différends*
- *les dates limites des étapes du processus de demande*

L'une de nos principales réalisations au cours de l'année dernière fut d'avoir organisé, conjointement avec des organismes similaires en Alberta et en Colombie-Britannique, la réunion interprovinciale sur les organismes de promotion de la qualité et les questions en matière d'assurance de la qualité. Les discussions dans le cadre de cette réunion ont porté fruit et ont permis de déterminer un certain nombre de questions qui doivent faire l'objet d'un examen continu.

Au cours de l'année, j'ai participé à la conférence annuelle du Council of Higher Education Accreditation (CHEA). Il s'agit de l'organisme-cadre de la plupart des organismes accréditifs reconnus par le ministère de l'Éducation des États-Unis. Notre présence à cette conférence a été productive. Le CHEA assure la promotion de l'examen des travaux des étudiants, à titre de volet fondamental des examens accréditifs à l'interne et à l'externe, en se basant sur le fait que ce que les étudiants savent et peuvent accomplir est une épreuve essentielle à la réussite d'un programme. La Commission fait maintenant de l'évaluation des travaux des étudiants l'une de ses exigences.

Certains organismes accréditifs des États-Unis exigent dorénavant des établissements qu'ils publient une déclaration sur les crédits transférés qu'ils accepteront. Une telle information est essentielle aux étudiants qui cherchent des moyens de tirer profit de leur niveau d'instruction antérieur, et notre Commission a approuvé une recommandation visant l'adoption d'une politique semblable.

Je suis également devenu membre du conseil d'administration du Réseau international des organismes de promotion de la qualité en enseignement supérieur qui compte parmi ses membres 110 organismes répartis dans 59 pays. Le RIOPQUES tient une conférence tous les deux ans sur une multitude de sujets et organise un atelier dans les années intérimaires sur un sujet en particulier. Il publie également un journal, le *Quality in Higher Education*, qui paraît trois fois l'an. Notre Commission opère en conformité avec les « principes de bonne pratique » du RIOPQUES.

L'année dernière a été une année chargée et productive, et nos réalisations ont été rendues possibles grâce au travail ardu de mes collègues du Secrétariat et au soutien de notre Commission actuelle. Pour ma part, faire partie d'une équipe qui cherche toujours à établir des normes de plus en plus élevées, qui travaille dans la transparence et améliore la réputation de l'Ontario en ce qui a trait à la qualité de l'éducation postsecondaire s'avère être une expérience très stimulante.

DONALD N. BAKER

Directeur



Mieux nous faire connaître à l'échelle nationale et internationale

Dans un monde où les diplômés ontariens ont besoin et méritent de traverser les frontières tous les jours, les normes d'éducation se doivent d'être réellement internationales. C'est pourquoi la Commission surveille de près l'évolution des normes académiques et des pratiques d'assurance de la qualité en usage dans d'autres administrations et s'efforce de faire connaître à l'échelle internationale les activités d'assurance de la qualité qui ont lieu en Ontario dans l'enseignement supérieur. À cet effet, nous faisons partie de divers organismes influents, y compris :

- **Le RÉSEAU INTERNATIONAL DES ORGANISMES DE PROMOTION DE LA QUALITÉ EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (RIOPQUES)**, la principale association internationale d'organisations se consacrant à l'assurance de la qualité et l'un des instruments qui contribuent à l'élaboration de principes qui s'intégreront aux codes de pratiques en assurance de la qualité;
- **Le COUNCIL OF HIGHER EDUCATION ACCREDITATION (CHEA)**, l'organisme cadre de la plupart des organismes accréditifs reconnus par le ministère de l'Éducation des États-Unis.

Au cours de l'exercice 2003-2004, la Commission a contribué à rehausser le profil national et international de l'Ontario en matière d'assurance de la qualité des études supérieures au moyen de sa participation à un groupe de travail interprovincial et en proposant d'organiser la conférence du RIOPQUES en 2007, deux sujets dont il est question plus bas.

LE GROUPE DE TRAVAIL INTERPROVINCIAL

En 2003, à l'initiative de la Commission et du Secrétariat, Kevin Costante, sous-ministre de la Formation, des Collèges et des Universités, a indiqué à ses homologues de l'Alberta et de la Colombie-Britannique qu'il serait utile aux trois provinces qui ont des organismes de promotion de la qualité en enseignement supérieur de comparer leurs notes. L'objectif était de réunir des représentants du gouvernement et des membres des conseils d'organismes dans le cadre d'une discussion informelle sur les questions de préoccupation commune en vue de déterminer les meilleures pratiques et la façon dont chaque province s'attaque à ces questions à l'heure actuelle. L'Alberta et la Colombie-Britannique ont accepté, et un atelier interprovincial organisé conjointement par les trois provinces s'est déroulé à Toronto du 8 au 10 février 2004.

Les représentants et membres d'organismes des trois provinces ont pris part à la rencontre, tout comme des représentants du Québec, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC), du Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI) et du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

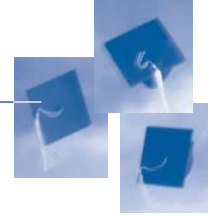
Au nombre des sujets à l'ordre du jour figuraient :

- l'origine et la situation actuelles des organismes de promotion de la qualité et des politiques d'assurance de la qualité en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario et les questions découlant des activités de ces organismes;
- l'importance des normes de programmes menant à un grade puisqu'elles sont reliées à l'évaluation de la qualité académique;
- l'importance d'évaluer les travaux des étudiants dans le cadre d'évaluations des programmes en tant que moyen pour déterminer si les objectifs quant aux résultats d'apprentissage sont atteints;
- la vaste expérience de l'Alberta à traiter avec des établissements privés qui confèrent des grades;
- le système de transfert des crédits et de reconnaissance des diplômes de l'Alberta;
- les problèmes relatifs à la réglementation ou à l'évaluation des activités d'enseignement à distance;
- les répercussions de l'ALÉNA sur le travail des organismes;
- le repérage des « usines à diplômes » et la façon de s'attaquer à ce problème;
- le repérage des « collèges religieux » ou des « programmes religieux » et la façon de les traiter.

Parmi les conférenciers invités, on comptait Richard Lewis, président du RIOPQUES, qui a parlé des tendances et des enjeux mondiaux en matière d'assurance de la qualité et Judith Eaton, présidente du CHEA, qui a abordé les tendances et enjeux relatifs à l'assurance de la qualité aux États-Unis, y compris l'accréditation internationale.

Voici les questions soulevées dans le cadre des discussions :

- l'importance de la promotion de la qualité dans le commerce international en croissance en enseignement supérieur (crédibilité aux yeux des étudiants étrangers qui viennent au pays, crédibilité en ce qui a trait à l'exportation des programmes);
- le manque d'un forum pancanadien permettant de discuter de la promotion de la qualité en enseignement supérieur en s'inspirant de ce que l'on retrouve dans la plupart des pays de nos jours;



- le manque d'un réseau canadien qui s'engagerait avec les réseaux régionaux et internationaux en assurance de la qualité qui se forment partout dans le monde;
- l'absence d'un système d'accréditation pancanadien forçant l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC), un groupe de défense d'intérêts et non pas un organisme accréditif, remplacer un tel système pour l'accréditation dans les politiques adoptées par les universités publiques, et entraînant des complications au niveau des politiques provinciales qui portent sur les reconnaissances des diplômes et le transfert des crédits.

Le principal résultat de la réunion a été la décision prise par les trois ministères organisateurs conjoints de former un groupe de travail interprovincial chargé d'effectuer le suivi des questions, pour accomplir plus particulièrement ce qui suit :

- explorer le potentiel de reconnaissance mutuelle entre les conseils d'évaluation de la qualité, déterminer les domaines de consensus et de divergence;
- proposer des principes en vue de la création d'une approche pancanadienne en matière de reconnaissance mutuelle au niveau des activités de promotion de la qualité, des options éventuelles de mise en œuvre, et des étapes suivantes en matière de consultation et ce, aux fins de considération par le Comité consultatif des sous-ministres de l'éducation (CCSME) et par le CMEC ;
- concevoir un rapport sur les moyens par lesquels le Canada peut s'engager sur le plan international dans des discussions sur la promotion de la qualité;
- proposer un plan visant la tenue de réunions supplémentaires entre des représentants du gouvernement et des membres d'organismes de promotion de la qualité, y compris une réunion annuelle et des réunions plus spécifiques, auxquelles participeraient des membres d'organismes et des représentants du gouvernement, s'il y a lieu;
- explorer la possibilité d'établir une liste de diffusion sur la promotion de la qualité et l'accréditation qui serait ouverte aux représentants du gouvernement et aux membres d'organismes d'autres administrations provinciales et territoriales.

Donald Baker (Ontario), Marilyn Patton (Alberta) et Deborah Hull (Colombie-Britannique) ont dirigé le groupe de travail interprovincial avec le soutien des membres de leurs ministères respectifs. Le groupe de travail s'est attelé à la tâche immédiatement après la tenue de l'atelier et a rédigé un rapport comparatif des normes et procédures des trois organismes provinciaux. Il a également rédigé un rapport intitulé Inter-provincial Cooperation Respecting a Pan-Canadian Quality Assurance Scheme for Canadian Post-secondary Education et l'a soumis au CCSME au début de juillet 2004.

PROPOSITION D'ORGANISER LA CONFÉRENCE DU RIOPQUES EN 2007

Tel qu'il est indiqué dans le rapport annuel du dernier exercice, nous continuons d'élaborer une proposition formelle en vue de l'organisation de la conférence du RIOPQUES en 2007, à Toronto. À cette fin, nous abordons d'autres ministères et organismes canadiens pour leur proposer d'agir à titre d'hôtes conjoints ou d'hôtes de volets particuliers de la fonction. Puisqu'il est possible que plusieurs pays soumettent leur candidature, il n'y a aucune garantie à l'effet que le RIOPQUES acceptera la proposition de la Commission; toutefois, les avantages qu'en retireraient l'Ontario et d'autres partenaires canadiens d'être hôtes de la réunion sont sans équivoque :

- Les Canadiens auraient ainsi l'occasion de renseigner le monde sur leurs normes et procédures en matière d'assurance de la qualité en enseignement supérieur, ce qui permettrait au Canada de mieux se faire connaître à cet égard sur le plan international.
- Un plus grand nombre de Canadiens auraient ainsi l'occasion de participer à une telle réunion, alors que ce ne serait pas le cas si la réunion en question se déroulait dans un autre pays, et d'en apprendre directement sur les activités et les questions en matière d'assurance de la qualité qui existent dans d'autres pays.
- Cela permettrait de mettre en évidence l'engagement des parties intéressées (le gouvernement de l'Ontario, les associations d'universités et de collèges, d'autres gouvernements provinciaux) au chapitre de la prestation de services de grande qualité au public, y compris des activités et des programmes d'enseignement supérieur.
- Cela mettrait considérablement en valeur le profil de l'Ontario au sein de la collectivité internationale de l'assurance de qualité.

Dans les années à venir, la Commission continuera à chercher des façons de :

- Servir de vitrine pour le gouvernement sur l'évaluation de la qualité dans l'éducation postsecondaire dans d'autres administrations;
- Faire connaître et prouver l'engagement de l'Ontario envers la qualité de l'éducation postsecondaire;
- Aider à établir le profil de l'Ontario sur la scène internationale dans le domaine de l'assurance de la qualité, qui connaît une croissance rapide.



Transparence et impartialité

Les principes directeurs de la Commission exigent que ses décisions et processus soient expéditifs et transparents, et que les demandeurs connaissent dès le départ les normes et les points de référence qui serviront dans le cadre de l'évaluation de leur application. La Commission s'engage à faire preuve de transparence et d'impartialité et fait l'examen de son rendement sur une base annuelle.

Afin d'évaluer son travail, le Secrétariat a distribué aux clients de la Commission un sondage au début de l'année 2004. Nous avons demandé tant à des demandeurs dont les demandes ont été étudiées par la Commission et à des demandeurs éventuels d'évaluer la qualité de notre travail dans trois domaines fonctionnels importants : les communications, l'information et les comités d'évaluation de la qualité.

COMMUNICATIONS

Les clients et les demandeurs éventuels se sont dits très satisfaits des services offerts par le personnel. Sur une échelle de un à cinq, les niveaux moyens de satisfaction de la clientèle variaient de 4,4 à 5,0 en ce qui a trait à l'évaluation des interactions avec le personnel, au fait de savoir avec quelle personne communiquer et au nombre de communications nécessaires pour élaborer et traiter les demandes.

Tel que ce fut le cas l'année précédente, la très grande majorité des répondants (77 pour cent) ont indiqué qu'aucune amélioration n'était nécessaire au chapitre des communications. Les répondants qui ont souligné que des améliorations pouvaient être apportées ont suggérer d'améliorer un aspect des communications entre la Commission et les demandeurs : disposer d'une information actuelle.

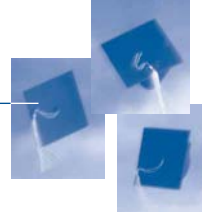
INFORMATION

Cette section du sondage était principalement axée sur les documents publiés pour orienter les établissements publics et privés dans le processus de présentation de demande, à savoir les guides à l'intention des demandeurs et les lignes directrices en matière de présentation de demande de la Commission. Ici encore, les niveaux de satisfaction étaient généralement élevés, variant de 3,1 à 4,7 sur une échelle de un à cinq. La note la plus élevée a été attribuée à la satisfaction globale à l'égard des réponses aux questions des demandeurs, suivie de la clarté des communications.

Les répondants ont déclaré que la clarté des guides, des lignes directrices concernant les demandes et des procédures de la Commission devaient être améliorées. C'était également le cas l'an dernier, et la Commission avait entrepris de clarifier bon nombre de ses critères et procédures. Nous sommes heureux de constater que la satisfaction des demandeurs est plus grande cette année en ce qui a trait à la communication de l'information, et nous continuerons d'améliorer la transparence et la clarté de nos exigences. L'une de nos principales priorités consiste à veiller à ce que toute l'information liée au processus de demande soit claire, exhaustive et facilement compréhensible.

COMITÉS D'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ

On a demandé aux demandeurs qui avaient subi le processus d'examen de la Commission d'évaluer le degré d'aptitude et d'impartialité des évaluateurs de la qualité. Au total, ils ont attribué une note à 58 comités d'évaluation de la qualité. Tous furent jugés impartiaux et compétents, 100 % des répondants étant soit « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que les évaluateurs possédaient ces qualités fondamentales.



DEMANDES TRAITÉES DEPUIS LA CRÉATION DE LA COMMISSION

CONSENTEMENT ACCORDÉ Demande présentée vertu de la Loi	Proposition	Genre d'établissement	Recommandation de la Commission	Situation relative au consentement ministériel
Collège Algonquin d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (gestion de chaîne d'approvisionnement pour le commerce électronique)	CAAT*		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (design intérieur)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (design intérieur) (nouvelle soumission)	CAAT		
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		
Collège Cambrian d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréats en arts appliqués (Ameslan - interprète anglais)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat de technologie appliquée (Éducation technologique)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat de technologie appliquée (Science et éducation technologique)	CAAT		
Collège Canadore d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (Administration hospitalière)	CAAT		
Collège Centennial d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences de l'information appliquées (réseautage informatique et de communications)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (comptabilité intégrée et gestion de la TI)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en études environnementales appliquées (Gestion environnementale intégrée)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences de l'information appliquées (systèmes logiciels - design, développement et gestion)	CAAT		
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (technologies informatiques et des télécommunications)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (technologies de fabrication avancées intégrées)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (architecture - gestion de projets et d'installations)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (technologies de fabrication avancées – produits ligneux et composites)	CAAT		
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		



= Consentement recommandé
par la Commission



= Consentement
accordé



= Pas recommandé



= Consentement
pas accordé

* Collèges d'arts appliqués et de technologie



possibilités (suite)

CONSENTEMENT ACCORDÉ Demande présentée vertu de la Loi	Proposition	Genre d'établissement	Recommandation de la Commission	Situation relative au consentement
Collège Confédération d'arts appliqués et de technologie				
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		
Collège Confédération d'arts appliqués et de technologie / Negahneewin				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en services à la personne appliqués (<i>leadership autochtone et développement communautaire</i>)	CAAT		
Collège Fanshawe d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en études de l'environnement appliquées (<i>technologies d'aménagement intégré</i>)	CAAT		
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (<i>biotechnologie</i>)	CAAT		
Collège George Brown d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (<i>Finance</i>)	CAAT		
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (<i>Construction et droit environnemental</i>)	CAAT		
Collège Georgian d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en services à la personne appliqués (<i>études policières</i>)	CAAT		
Usage du terme «université»	Modification du nom à l'Institut des études universitaires et avancées du collège Georgian	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (<i>gestion automobile</i>)	CAAT		
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur				
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		
Collège Humber d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (<i>conception industrielle</i>)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (<i>gestion de la fabrication</i>)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (<i>commerce électronique</i>)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (<i>études parajuridiques</i>)	CAAT		
La Cité collégiale d'arts appliqués et de technologie				
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (<i>Biotechnologie</i>)	CAAT		

= Consentement recommandé
par la Commission

= Consentement
accordé

= Pas recommandé

= Consentement
pas accordé



CONSENTEMENT ACCORDÉ Demande présentée vertu de la Loi	Proposition	Genre d'établissement	Recommandation de la Commission	Situation relative au consentement
Collège Lambton d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (instrumentation et contrôle)	CAAT		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (sécurité et hygiène du milieu)	CAAT		✓
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		✓
Collège Loyalist d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (gestion des services à la personne)	CAAT		✗
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (Gestion des services à la personne) (nouvelle soumission)	CAAT		✓
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		✓
Collège Mohawk d'arts appliqués et de technologie				
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (automatisation des processus)	CAAT		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (gestion des technologies)	CAAT		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (systèmes Internet)	CAAT		✓
Collège Niagara d'arts appliqués et de technologie / Collège Algonquin d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (photonique)	CAAT		✓
Collège Niagara d'arts appliqués et de technologie				
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		✓
Collège Niagara d'arts appliqués et de technologie / Collège George Brown d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (Gestion des activités d'hébergement)	CAAT		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (Gestion des activités d'hébergement) (nouvelle soumission)	CAAT		✗
Northern College of Applied Arts and Technology				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie d'ingénierie appliquée (sondage)	CAAT		✗
Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (gestion de services financiers)	CAAT		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (élaboration de logiciels)	CAAT		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (assainissement environnemental intégré des sites)	CAAT		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (programme de vol)	CAAT		✓

= Consentement recommandé
par la Commission= Consentement
accordé

= Pas recommandé

= Consentement
pas accordé



possibilités (suite)

CONSENTEMENT ACCORDÉ Demande présentée vertu de la Loi	Proposition	Genre d'établissement	Recommandation de la Commission	Situation relative au consentement
Collège Sheridan de technologie et d'enseignement supérieur				
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		
Collège Sheridan				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (<i>illustration</i>)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (<i>Illustration</i>) (<i>nouvelle soumission</i>)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (<i>animation</i>)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences de l'information appliquées (<i>sécurité des systèmes d'information</i>)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences de la santé appliquées (<i>thérapie sportive</i>)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences de la santé appliquées (<i>thérapie sportive</i>) (<i>nouvelle soumission</i>)	CAAT		
Collège Sir Sandford Fleming d'arts appliqués et de technologie				
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en science environnementale (<i>Gestion des risques</i>)	CAAT		
Collège St. Clair d'arts appliqués et de technologie				
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (<i>gestion industrielle</i>)	CAAT		
Collège Saint-Laurent d'arts appliqués et de technologie				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (<i>sciences comportementales</i>)	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en services à la personne appliqués (<i>psychologie comportementale</i>) (<i>nouvelle soumission</i>)	CAAT		
Pour accorder un degré	Baccalauréat honoraire en études appliquées	CAAT		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (<i>microélectronique</i>)	CAAT		
Canadian School of Management				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en administration des services de santé	Privé		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en gestion	Privé		
Proposer un programme menant à un grade	Maîtrise en administration des affaires	Privé		
Trinity Western University				
Proposer une partie d'un programme menant à un grade	3 cours et un internat	Privé		
Tyndale College				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (<i>services à la personne</i>)	Privé		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (<i>honours</i>) (<i>études religieuses</i>)	Privé		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (<i>philosophie</i>)	Privé		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (<i>anglais</i>)	Privé		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (<i>administration des affaires</i>)	Privé		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (<i>psychologie</i>)	Privé		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (<i>histoire</i>)	Privé		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (<i>études religieuses</i>)	Privé		



= Consentement recommandé par la Commission



= Consentement accordé



= Pas recommandé



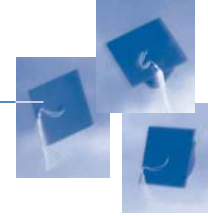
= Consentement pas accordé



= Demande retirée



= Demande retirée



CONSENTEMENT ACCORDÉ Demande présentée vertu de la Loi	Proposition	Genre d'établissement	Recommandation de la Commission	Situation relative au consentement
Brescia College				
Usage du terme «université»	Modification du nom à Brescia University College	Public		✓
Kings College				
Usage du terme «université»	Modification du nom à King's University College at the University of Western Ontario	Public		✓
L'Institut Michener de sciences de la santé appliquées				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences de la santé (sciences de laboratoire médical)	Public		X
University d'Abertay				
Proposer un programme menant à un grade	Maîtrise en science (Technologie des jeux sur ordinateur)	Public		X
Institut universitaire de technologie de l'Ontario				
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences de la santé (sciences de laboratoire médical)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en ingénierie (Ingénierie des systèmes énergétiques)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences (physique)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences (science de la radiation) - Option radioprotection	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences (physique des rayonnements)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences (Chimie)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en ingénierie et en gestion (gestion et génie de la fabrication)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en ingénierie et en gestion (Ingénierie mécanique et gestion)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en ingénierie (génie mécanique)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en ingénierie (génie de la fabrication)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en commerce	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (études juridiques intégrées)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences (sciences biologiques)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences (soins infirmiers)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences (sciences physiques)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en éducation	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en ingénierie (génie nucléaire)	Public		✓
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences appliquées (énergie nucléaire)	Public		✓

= Consentement recommandé
par la Commission

✓ = Consentement
accordé

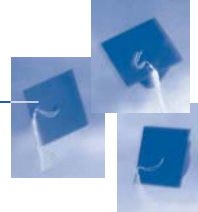
= Pas recommandé

X = Consentement
pas accordé



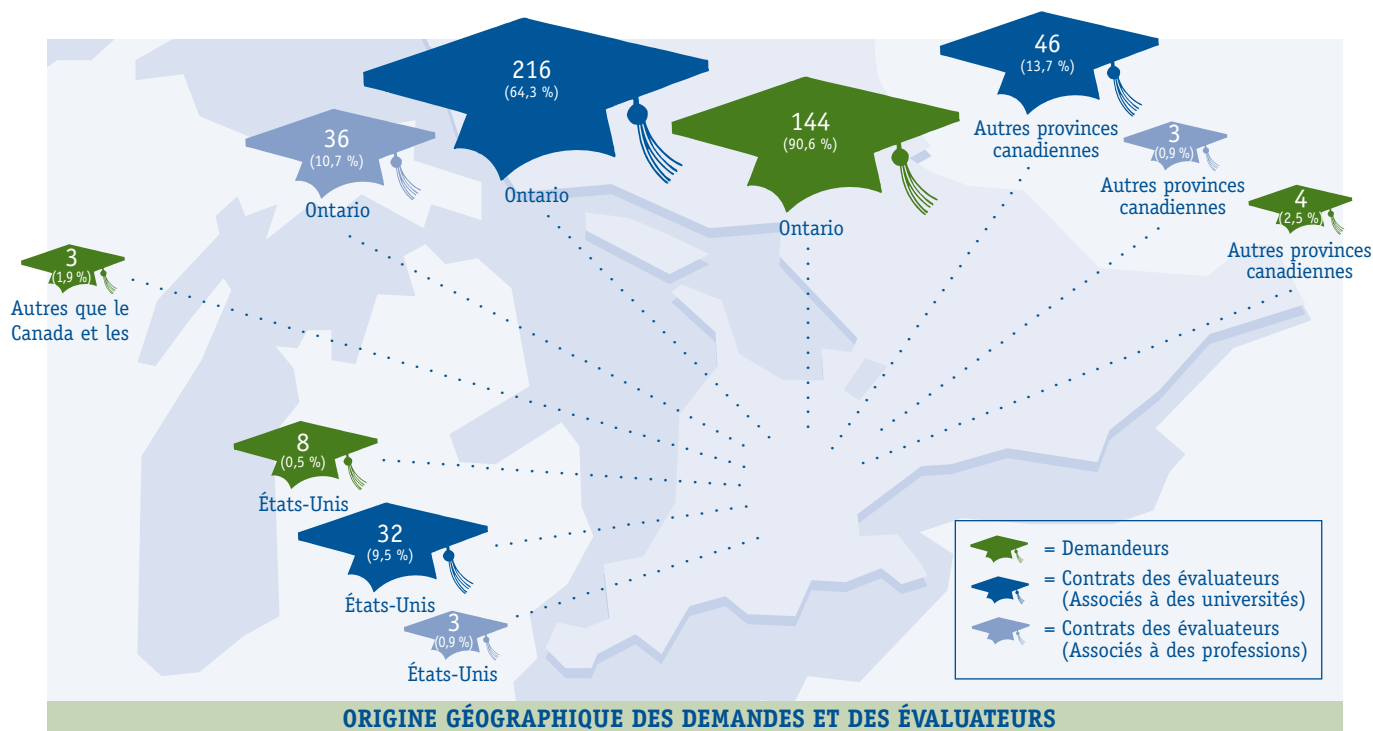
DEMANDES À L'ÉTUDE À LA FIN DE L'EXERCICE EN DATE DU MOIS D'AOÛT 2004

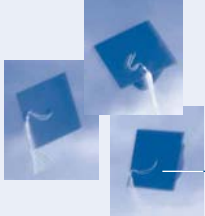
Demande présentée en vertu de la Loi	Proposition	Genre d'établissement
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences de la santé appliquées (<i>gestion de l'informatique de la santé</i>)	CAAT
Collège Fanshawe d'arts appliqués et de technologie		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (<i>gestion des institutions publiques</i>)	CAAT
Collège George Brown d'arts appliqués et de technologie		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie appliquée (<i>science de la construction et gestion</i>)	CAAT
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (<i>design intérieur</i>)	CAAT
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences de l'information appliquées (<i>systèmes logiciels</i>)	CAAT
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts appliqués (<i>publicité créative</i>)	CAAT
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en musique (<i>musique contemporaine</i>)	CAAT
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en affaires appliquées (<i>gestion du tourisme</i>)	CAAT
Institut Adler de psychologie professionnelle		
Proposer un programme menant à un grade	Consentement d'enseignement à distance	Privé
Baker College of Port Huron		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en administration des affaires	Privé
Canadian College of Naturopathic Medicine		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences appliquées (<i>naturopathie</i>)	Privé
Canadian Memorial Chiropractic College		
Proposer un programme menant à un grade	Doctorat en chiropraxie	Privé
Canadian Theological Seminary		
Proposer un programme menant à un grade	Maîtrise en arts (<i>leadership et ministère</i>)	Privé
Central Michigan University		
Proposer un programme menant à un grade	Maîtrise en arts (<i>éducation</i>)	Public
Charles Sturt University		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en études de l'enseignement primaire	Public
Collège d'Youville		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en éducation (<i>éducation de la petite enfance</i>)	Privé
Institute for Christian Studies		
Proposer un programme menant à un grade	Doctorat en philosophie	Privé
Proposer un programme menant à un grade	Maîtrise en philosophie	Privé
International Academy of Design and Technology		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (<i>design intérieur</i>)	Privé
Niagara University		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en études professionnelles	Privé
Proposer un programme menant à un grade	Maîtrise en sciences en éducation (<i>administration et supervision</i>)	Privé
College RCC de technologie		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie (<i>systèmes d'information sur ordinateur</i>)	Privé
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie (<i>techniques de génie électrique</i>)	Privé
Trinity Western University		
Proposer un programme menant à un grade	Doctorat en pastorale sacerdotale	Privé
Université Mount Saint Vincent		
Proposer un programme menant à un grade	Maîtrise en éducation (alphabétisation)	Public



DEMANDES À L'ÉTUDE À LA FIN DE L'EXERCICE EN DATE DU MOIS D'AOÛT 2004

Demande présentée en vertu de la Loi	Proposition	Genre d'établissement
SUNY Potsdam		
Proposer un programme menant à un grade	Maîtrise en sciences (<i>enseignement</i>)	Public
Institut universitaire de technologie de l'Ontario		
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en ingénierie et gestion (<i>génie automobile et gestion</i>)	Public
Proposer un programme menant à un grade	Révisions de programme - Baccalauréat en sciences infirmières	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences (<i>mathématiques</i>)	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en éducation (<i>concurrent</i>)	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en ingénierie et gestion (<i>génie électrique et gestion</i>)	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en ingénierie (<i>génie électrique</i>)	Public
Proposer un programme menant à un grade	Changements apportés au programme: BSc (<i>Biologie</i>) - sciences de la vie	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en commerce (<i>2+2 développement curriculaire</i>)	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en ingénierie (<i>génie automobile</i>)	Public
Proposer un programme menant à un grade	Maîtrise en sécurité informatique	Public
Proposer un programme menant à un grade	Changements apportés au programme : mode de prestation de plusieurs programmes	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en arts (<i>politique sociale</i>)	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en commerce - programme de préparation à l'emploi	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences (<i>informatique</i>)	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en sciences et gestion (<i>science du rayonnement</i>)	Public
Proposer un programme menant à un grade	Baccalauréat en technologie de l'information	Public
Proposer un programme menant à un grade	Révisions de programme - Baccalauréat ès arts (<i>criminologie et justice</i>)	Public
Université Vrije		
Proposer un programme menant à un grade	Doctorat en philosophie	Public





expertise

La Commission est reconnaissante des conseils fournis par les experts suivants :

Affleck, James Neil, <i>BFA</i>	Gerson, Lloyd, <i>PhD</i>	North, Tom, <i>PhD</i>
Ageloff, Scott, <i>MArch</i>	Gibbs, Robert, <i>PhD</i>	Northwood, Derek O., <i>PhD</i>
Alfred, Richard, <i>PhD</i>	Gillespie, Brian, <i>EdD</i>	Nossal, Kim, <i>PhD</i>
Anderson, Dale, <i>MASc</i>	Gillis, Angela, <i>RN, PhD</i>	Olyan, Sidney, <i>PhD</i>
Andonian, Greg, <i>PhD</i>	Goertz, Christine, <i>DC, PhD</i>	Orpwood, Graham, <i>PhD</i>
Anglin, James, <i>PhD</i>	Gotlieb, Leo, <i>PhD</i>	Painter, Robert, <i>PhD</i>
ApSimon, John, <i>PhD</i>	Grayson, Paul, <i>PhD</i>	Parker, Jim, <i>PhD</i>
Ashby, Gil, <i>MFA</i>	Haig-Brown, Celia, <i>PhD</i>	Parker, Stuart Hamilton, <i>MA</i>
Auster, Henry, <i>PhD</i>	Hansen, Ronald E., <i>PhD</i>	Pascal, Charles, <i>PhD</i>
Baird, Leonard, <i>PhD</i>	Harrison, David, <i>PhD</i>	Patterson, Dan, <i>MA, MEd</i>
Bao, Xiaoyi, <i>PhD</i>	Hastings, Ross, <i>PhD</i>	Pearson, Allen T., <i>PhD</i>
Barbeau, Ed, <i>PhD</i>	Haughey, Margaret, <i>PhD</i>	Peltier, W.R., <i>PhD</i>
Barber, H. Douglas, <i>PhD</i>	Hefford, Mary, <i>PhD</i>	Perkins, Nathan, <i>PhD</i>
Bauer, Michael, <i>PhD</i>	Hendley, Brian P., <i>PhD</i>	Prince, Robert, <i>PhD</i>
Beck, Stanley, <i>LLM</i>	Hill, Stephen, <i>PhD</i>	Pyke, Sandra, <i>PhD</i>
Begun, James, <i>PhD</i>	Hoyt, Robert, <i>PhD</i>	Raider, Alfred, <i>LLM</i>
Berczi, Andrew, <i>PhD</i>	Hrymak, Andrew, <i>PhD</i>	Rajhans, Gyans, <i>MASc</i>
Berezin, Alexander, <i>PhD</i>	Humphries, David, <i>PhD</i>	Read, Arthur, <i>PhD</i>
Bobechko, Janet, <i>LLB</i>	Hunsberger, Margaret, <i>PhD</i>	Reiner, Richard, <i>PhD</i>
Boctor, Stal, <i>PhD</i>	Innerd, Wilfred, <i>PhD</i>	Renihan, Patrick, <i>PhD</i>
Bond, Richard, <i>RN, PhD</i>	Irving, Richard, <i>PhD</i>	Revelas, Damon A., <i>PhD</i>
Bonham, David, <i>PhD</i>	Janzen, Terry, <i>PhD</i>	Roff, John, <i>PhD</i>
Bryson, Susan, <i>PhD</i>	Jensen, Knud, <i>PhD</i>	Rowe, Patricia, <i>PhD</i>
Byer, Phillip H., <i>PhD</i>	Jiang, Jin, <i>PhD</i>	Rudd, Denis, <i>EdD, CHA, FMP</i>
Byrne, Niall, <i>PhD</i>	Johnson, James, <i>PhD</i>	Saïpe, Alan, <i>PhD</i>
Campbell, Heather, <i>PhD</i>	Johnston, Laurie, <i>PhD</i>	Salustri, Filippo A., <i>PhD</i>
Carney, Michael, <i>PhD</i>	Justice, Lorraine, <i>PhD</i>	Schaeffer, Jonathan, <i>PhD</i>
Cawsey, Tupper, <i>PhD</i>	Kanary, Lucy, <i>PhD, PEng</i>	Serin, Ralph, <i>PhD</i>
Chaplin, Robin, <i>PhD</i>	Kandlikar, Satish, <i>PhD</i>	Settee, Priscilla, <i>PhD</i>
Chin, Peter, <i>PhD</i>	Kao, Raymond, <i>MBA, MA</i>	Shubert, Adrian, <i>PhD</i>
Clarke, Colleen, <i>MEd</i>	Karlen, Mark, <i>PhD</i>	Sims, William Riley, <i>PhD</i>
Clement, Ray, <i>PhD</i>	Katz, Rachelle, <i>MA</i>	Skogstad, Grace, <i>PhD</i>
Connelly, Michael, <i>PhD</i>	Keeble, Ronald, <i>MES</i>	Slocombe, Donald Scott, <i>PhD</i>
Cook, Beverlie, <i>MBA</i>	Knight, John, <i>PhD</i>	Smith, Donna, <i>MBA</i>
Cooper, Paul, <i>PhD</i>	Kohler, Dave, <i>MBA</i>	Smith, Janice, <i>BA</i>
Courtland, Mary Clare, <i>PhD</i>	Kolodny, Harvey, <i>DBA</i>	Smith, Laverne, <i>PhD</i>
Cox, Michael, <i>PhD</i>	Kosnik, Clare, <i>PhD</i>	Smyth, William, <i>PhD</i>
Cragg, Wesley, <i>DPhil</i>	Kudzia, Chandra, <i>PhD</i>	Stewart, Carole, <i>PhD</i>
Craig, Wendy, <i>PhD</i>	Lancelotte, Michael, <i>MEd</i>	Sullivan, Terrance, <i>PhD</i>
Cruikshank, John, <i>MEd</i>	Landau, Tammy, <i>PhD</i>	Szabados, Barna, <i>PhD</i>
Culbreth, C. Thomas, <i>PhD</i>	Landsberger, Sheldon, <i>PhD</i>	Taylor, Marty, <i>PhD</i>
Davey, Ken, <i>PhD</i>	Larmer, Robert, <i>PhD</i>	Thomson, Vince, <i>PhD</i>
Demont, Richard, <i>PhD</i>	Li, Xianguo, <i>PhD</i>	Tsoukalas, Lefteri, <i>PhD</i>
Deyglio, Victor, <i>MA, MDiv</i>	Link, Edward J., <i>BASc</i>	Turner, Frank, <i>DSW</i>
D'Iorio, Marie, <i>PhD</i>	Lougheed, William, <i>BSBA, HRP, CHA</i>	Turtle, John, <i>PhD</i>
Dixon, Brian, <i>PhD</i>	MacDonald, Hugh, <i>MA</i>	Tyrell, Gregory, <i>PhD</i>
Dixon, Peter, <i>MB</i>	Macdonald, John, <i>EdD</i>	Vandal, N. Jill, <i>MBA</i>
Djilali, Ned, <i>PhD</i>	MacDonald, Suzanne, <i>PhD</i>	Vann, Carolyn, <i>PhD</i>
Dost, Sadik, <i>PhD</i>	March, Ray, <i>PhD, DSc</i>	Verciglio, Paul, <i>BSBA</i>
Douglas, Peter, <i>PhD</i>	McCrone, Kathleen, <i>PhD</i>	Waldron, Mark, <i>PhD</i>
DuBois, David, <i>PhD</i>	McKittrick, Sarah, <i>MEd</i>	Walmsley, Martin, <i>PhD</i>
Duentsch, Ivo, <i>PhD</i>	McPherson, Barry, <i>PhD</i>	White, William L., <i>PhD</i>
Duffy, Dennis, <i>PhD</i>	Meagher, John, <i>PhD, PhD, PhD</i>	Whitla, William John, <i>DPhil</i>
Eckler, Jim, <i>BSc</i>	Messler, Robert, <i>PhD</i>	Wible, Becky, <i>MFA</i>
Ellis, Desmond, <i>PhD</i>	Miller, Michael, <i>BArch</i>	Wilamowski, Bogdan, <i>PhD</i>
Empey, Bill, <i>PhD</i>	Mock, Dennis, <i>PhD</i>	Wilson, Margaret, <i>DEd</i>
Fallis, George, <i>PhD</i>	Moffatt, Ken, <i>PhD</i>	Woolcott, Donna, <i>PhD</i>
Farrell, Gordon, <i>MBA</i>	Montgomerie, Thomas Craig, <i>PhD</i>	Wysk, Richard, <i>PhD</i>
Ferrara, Ronald J., <i>EdD</i>	Moorthy, Sridhar, <i>PhD</i>	Yee, Derek, <i>PhD, CGA, CFA</i>
Fixsen, Dean L., <i>PhD</i>	Morrison, David, <i>MASc, MBA</i>	Zahavich, Alex, <i>PhD</i>
Fleming, Keith, <i>PhD</i>	Murphy, Stephen, <i>PhD</i>	Zemans, Frederick, <i>LLB</i>
French, Susan, <i>RN, PhD</i>	Murray, David, <i>PhD</i>	Zeytinoglu, Mehmet, <i>PhD</i>
Friedland, Martin, <i>PhD, LLD</i>	Newkirk, Ross, <i>PhD</i>	Zuker, Marvin, <i>LLB, ME</i>
Garneau, François-Xavier, <i>PhD</i>	Nielson, Norma, <i>PhD</i>	
Gartner, John, <i>BASc, PEng</i>	Noone, Timothy, <i>PhD</i>	

notre équipe membres de la commission



Chef d'entreprise et leader communautaire, DALE PATTERSON (mandat : du 25 avril 2001 au 24 avril 2006) préside la Commission. M. Patterson est diplômé de l'Université York et vice-président directeur du Fonds de découvertes médicales canadiennes, directeur exécutif de l'Association des fonds d'investissement de travailleurs, président de BioFinance Canada et président-fondateur du Conseil de la biotechnologie de l'Ontario. Il a été président du conseil d'administration de l'Université Ryerson et coprésident du conseil des présidents des conseils d'administration des universités de l'Ontario. M. Patterson siège également au conseil d'administration de plusieurs organismes, dont le Biotechnology Human Resources Council et la Canadian Venture Capital Association.



MAUREEN J. MORTON (mandat : du 1er juin 2002 au 1er juin 2007) est depuis 1991 avocate de droit commercial spécialisée dans le droit des nouvelles technologies. Elle a travaillé chez Fasken Martineau DuMoulin LLP jusqu'en 1994 et s'est ensuite jointe au cabinet Lerner & Associates LLP jusqu'à sa nomination en tant que vice-présidente des affaires juridiques de l'Autodata Solutions Company, en février 2000.



MARIETTE CARRIER-FRASER (mandat : du 1er juillet 2001 au 30 juin 2007) est éducatrice de carrière et ancienne sous-ministre adjointe du ministère de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario. Elle siège aux conseils d'administration de l'Université Laurentienne, à Sudbury, depuis 1998, et de la Northern Ontario School of Medicine. Elle est également membre ou présidente de plusieurs organismes communautaires et comités provinciaux.



ASHOK DALVI (mandat : du 1er juin 2003 au 1er juin 2005), Ph.D. (Métallurgie et sciences des matériaux, Université McMaster), est membre de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole et ingénieur professionnel enregistré dans la province de l'Ontario. Il est directeur des études stratégiques et du génie des procédés à Inco Limited, une grande entreprise établie au Canada qui se consacre aux métaux communs. M. Dalvi a travaillé à l'échelon international dans les domaines de la recherche et développement des procédés, de la gestion de projet et des études stratégiques.



MAXIM JEAN-LOUIS (mandat : du 1er juin 2003 au 1er juin 2005) est président et chef de la direction de Contact North/Contact Nord, le réseau d'éducation et de formation à distance du Nord de l'Ontario. Il est secrétaire et trésorier du conseil d'administration du Réseau optique de recherche et d'innovation de l'Ontario et siège au Conseil consultatif des services gouvernementaux en direct, qui relève du président du Conseil de gestion de l'Ontario.

DAVID LEYTON-BROWN (mandat : du 1er juillet 2001 au 30 juin 2007) est directeur général du Conseil des études supérieures de l'Ontario, où il supervise l'évaluation de la qualité de tous les programmes d'études supérieures et la vérification des examens de programmes de premier cycle dans les universités recevant des fonds publics de la province. Il a auparavant exercé les fonctions de doyen de la Faculté des études supérieures de l'Université York et de président de la Northeastern Association of Graduate Schools.



SEAN MAXWELL (mandat : du 1er juillet 2001 au 30 juin 2004), B.A. avec spécialisation, Université de Toronto, J.S.D., Université de Toronto. Il est collaborateur chez Osler, Hoskin & Harcourt LLP, à Toronto, où il se concentre sur le droit des régimes de retraite et d'avantages sociaux.



IAN MUGRIDGE (mandat : du 1er juillet 2001 au 30 juin 2007) est professeur adjoint au Centre for Distance Education de l'Athabasca University. Il a été recteur de la British Columbia Open University et vice-président de l'Open Learning Agency de la Colombie-Britannique. Il a également occupé le poste de vice-recteur adjoint à l'enseignement à la Simon Fraser University, et celui de directeur des programmes, The Commonwealth of Learning.



WILLIAM ROBSON (mandat : du 1er juillet 2001 au 30 juin 2005) est premier vice-président et directeur de la recherche à l'Institut C.D. Howe. Il a enseigné les finances publiques à l'Université de Toronto de 2000 à 2003. Avant de se joindre à l'Institut C.D. Howe en 1988, il a été économiste à la CIBC Wood Gundy et au ministère fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il préside la Fondation canadienne Ditchley et exerce les fonctions de directeur ou de conseiller dans plusieurs organisations axées sur les affaires publiques.



MICHAEL SKOLNIK (mandat : du 1er juillet 2001 au 30 juin 2005) est professeur aux études supérieures et titulaire de la chaire William G. Davis en leadership des collèges communautaires à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto. Ses publications les plus récentes sont : D.L. Floyd, M.L. Skolnik et K.P. Walker (éd.), *The Community College Baccalaureate: Emerging Trends and Policy Issues* (Stylus Publishing, LLC, 2005) et G.A. Jones, P.L. McCarney et M.L. Skolnik (éd.), *Creating Knowledge, Strengthening Nations: The Changing Role of Higher Education* (University of Toronto Press, 2005).



DÉPENSES ENGAGÉES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Dépenses journalières et services	45 525,00 \$
Dépenses de voyage	13 736,06 \$
Total	59 261,06 \$

RECETTES PROVENANT DES FRAIS DE DEMANDE

2003-2004	165 581,36 \$
-----------	---------------



notre équipe

membres du secrétariat

DONALD N. BAKER, Ph.D., Directeur exécutif, a occupé des postes stratégiques à trois paliers d'éducation différents – Président du Mount Royal College en Alberta, vice-président : professeur à l'Université Wilfrid Laurier, et fiduciaire sur le conseil de l'éducation du comté de Waterloo. Il détient un baccalauréat (avec honneur) en histoire et études internationales de l'Université de la Colombie-Britannique et une maîtrise et un doctorat en histoire de l'Université Stanford. Chercheur qui a publié, il a été affecté à un poste universitaire à temps plein à l'Université Wilfrid Laurier, l'Université de Waterloo, l'Université Stanford et l'Université Michigan State. Parmi ses rôles dans le secteur, il a agi comme président du Council of Presidents of Public Colleges of Alberta, coordonnateur d'une conférence nationale de l'Association des collèges communautaires du Canada, et membre d'un groupe de travail chargé d'élaborer une stratégie en matière d'enseignement à distance pour le Conseil des universités de l'Ontario, et a produit un rapport sur le transfert de crédits collégiaux ou universitaires parmi les universités ontariennes dont les recommandations ont été mises en œuvre. Sur le plan international, il a agi comme évaluateur de la qualité des programmes, des établissements et de l'assurance qualité pour le Bureau canadien de l'éducation internationale. Il siège sur le conseil d'administration du Réseau international des organismes de promotion de la qualité en enseignement supérieur (ROPQUES).

ANNA CHENG, coordinatrice administrative, s'est jointe au Secrétariat après avoir été adjointe administrative de la sous-ministre adjointe de la Division de l'éducation postsecondaire du ministère de la Formation et des Collèges et Universités. Anna s'est jointe aux services gouvernementaux en 1992 et a travaillé au Conseil ontarien des affaires universitaires pour le Comité consultatif sur l'orientation future de l'éducation postsecondaire. Ses responsabilités principales se situent dans les domaines administratifs et financiers. Avant d'occuper ces fonctions, Anna était adjointe à la coordination de projets à la division internationale de l'Association des collèges communautaires du Canada.

ANN DEAN, M.A., conseillère principale en matière de politiques, s'est jointe au Secrétariat après avoir été détachée du Collège Humber d'arts appliqués et de technologie, où elle avait travaillé près de 18 ans. Pendant les 14 dernières années au Collège, elle a œuvré à l'unité de planification et de développement, où elle avait à charge de la gestion des projets liés à l'élaboration d'un grand nombre de nouveaux programmes collégiaux et d'initiatives institutionnelles, et la satisfaction des besoins des clients des secteurs public et privé, à l'échelle locale, nationale et internationale, en matière de formation et de perfectionnement des ressources humaines. Elle a obtenu une maîtrise ès arts à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario en 1983. Le détachement de Mme Dean s'est terminé en juin 2003.

SUZANNE GORDON, D.Jur., conseillère principale en matière de politiques, a obtenu son diplôme de doctorat en sciences juridiques à l'Osgoode Hall Law School de l'Université York. Auparavant, elle avait terminé des études supérieures en droit international et européen à l'Université de Montpellier (France). Elle a enseigné à la Schulich School of Business et à l'Osgoode Hall Law School et a publié un cahier d'exercices pour aider le développement des compétences de recherche juridique et d'analyse. À l'Université York, elle a également travaillé comme coordinatrice du Canadian Centre for German and European Studies. Elle a été en détachement durant l'année.

VIRGINIA HATCHETTE, Ph. D, Conseiller principal en politiques, a obtenu un doctorat en psychologie de l'Université York. Avant de se joindre au secrétariat, elle occupait le poste de coordonnatrice des communications et analyste de recherche pour la faculté des cycles supérieurs de l'Université York, où elle a effectué des recherches sur des problèmes de qualité sur l'enseignement du deuxième cycle universitaire. Avant d'accepter le poste à l'Université York, elle était professeur adjointe de psychologie à l'Université St. Mary's à Halifax, Nouvelle-Écosse.

TERRY MIOSI, Ph.D., conseiller principal en matière de politiques, s'est joint au Secrétariat après avoir été pendant 14 ans directeur et surintendant adjoint de l'Unité des écoles privées de formation professionnelle du ministère de la Formation et des Collèges et Universités. Il a obtenu en 1976 son doctorat en études du Proche-Orient ancien à l'Université de Toronto, et a ensuite enseigné aux départements d'études religieuses et d'études du Proche-Orient ancien de cette même université, où il a été directeur des programmes d'études générales et professionnelles de la School of Continuing Studies. Avant son arrivée au ministère, il partageait son temps entre son poste de directeur du Shaw College de Toronto et son travail administratif et sur le terrain en Égypte avec la Société pour l'étude des antiquités égyptiennes et le Projet du temple d'Akhénaton.

JULIANA TRICHILO, Hon. B.A., Summer Policy Intern, a reçu un diplôme avec distinction de l'Université de Toronto en juin 2003 avec une spécialisation en anglais et une majeure en science politique. Elle a commencé une maîtrise en études politiques à l'Université Queen's. Certains de ses travaux ont été publiés dans la Revue fédéralisme, à l'Institut des relations intergouvernementales, à l'Université Queen's, et dans Perceptions, du syndicat Undergraduate English Student Union de l'Université de Toronto.



COMMISSION D'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

9e étage, édifice Mowat

900, rue Bay

Toronto, ON M7A 1L2

Tél. : (416) 325-1686

Téléc. : (416) 325-1711

<http://peqab.edu.gov.on.ca>